

<https://revueshypocentres.com/presentation-droit/>

REVUE HYPOCENTRE DE DROIT

Revue mensuelle RHD

RHD, Vol 2. N° 5 – Mai 2024

COMITE SCIENTIFIQUE

WANGU RICHARD FRANCK

DONG HAROLD

DOUDI IRENE MANUELA

SIDIKI KOLO

MELABE JULIA

ZENGBEU GAPO

MEMBRES

DJEKA JULE CHRISTIAN

WOUDIN BRIAN JJOEL

MAINGO BAKO GUY

DANDA KARIN

LENDENDO ATIKOU

MOUSTAPHA ADI

BOUBAKARI HAMADOU

HARY BILL BRIAN

COMITE DE REDACTION

Rédacteur en chef

KOUDOU BUELE YALA

Rédacteur en chef adjoint

NASSER HASSAN DOUIF

DIRECTEUR DE PUBLICATION

EYENE STEVE

Sommaire

La France et les changements anticonstitutionnels en Afrique Francophone : Les cas du Mali et du Tchad..... 1

SIYANG DESIRE

L'entente dans l'arbitrage.....27

OTABELI NDI JULES

La France et les changements anticonstitutionnels en Afrique Francophone : Les cas du Mali et du Tchad

France and unconstitutional changes in French-speaking Africa: The cases of Mali and Chad

Par :

SIYANG DESIRE

Docteur en Droit Public à la Faculté des Sciences Juridiques et Politique

Université de Maroua (Cameroun)

Résumé :

La France face aux changements anticonstitutionnels en Afrique, se comporte de manière ambiguë, cette incohérence française s'est illustrée à travers sa condamnation ferme du changement anticonstitutionnel au Mali et l'approbation du changement anticonstitutionnel au Tchad. Sacrifiant ainsi la démocratie au Tchad sur l'autel de ses intérêts au sahel, la France a une fois de plus démontré que son combat pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme n'est qu'un prétexte pour la sauvegarde de ses intérêts fluctuants et divergents en Afrique. Condamnant ainsi le Mali sur tous les plans à savoir, politique, économique, militaire, social et médiatique, la France s'est fait buter à une farouche résistance des militaires révolutionnaires Maliens au pouvoir. Les militaire Maliens ont non seulement rompu les accords de défense avec la France mais également récusé le statut de porte-plume de la France à l'ONU sur toutes les questions examinées par la haute instance onusienne concernant le Mali. Les Militaires ont également expulsé l'ambassadeur de France au Mali et suspendu l'émission de certains français et les vols de la compagnie Aire -France au Mali. Cependant, l'approbation française du coup d'état au Tchad s'est illustrée par des soutiens politiques, militaires, économiques et médiatiques de la France au régime militaire violent du Tchad. Ces soutiens multiformes s'adosent sans doute sur des enjeux économiques et géostratégiques de la France au Tchad. Cette France est de plus en plus contestée en Afrique à cause de sa politique incohérente de deux poids deux mesures.

Mots clés : Changement anticonstitutionnel, Afrique francophone, condamnation, approbation.

Abstract:

France, faced with unconstitutional changes in Africa, behaves in an ambiguous manner; this French inconsistency is illustrated through its firm condemnation of the unconstitutional change in Mali and the approval of the unconstitutional change in Chad. Thus sacrificing democracy in Chad on the altar of its interests in the Sahel, France has once again demonstrated that its fight for the promotion of democracy and human rights is only a pretext for safeguarding of its fluctuating and divergent interests in Africa. Thus condemning Mali on all levels, namely political, economic, military, social and media, France encountered fierce resistance from the Malian revolutionary soldiers in power. The Malian military not only broke defense agreements with France but also challenged France's status as penholder at the UN on all issues examined by the high UN body concerning Mali. The Military also expelled the French ambassador to Mali and suspended the broadcast of certain French people and the flights of the Aire-France company in Mali. However, French approval of the coup in Chad was illustrated by French political, military, economic and media support for Chad's violent military regime. This multifaceted support is undoubtedly based on economic and geostrategic issues from France to Chad. This France is increasingly contested in Africa because of its inconsistent policy of double standards.

Keywords: Unconstitutional change, French speaking Africa, approval, conviction.

Introduction

Les changements anticonstitutionnels de pouvoir continuent de faire couler beaucoup d'encre et de salives. Survenant par la force des armes ou à travers une subtile modification de la constitution, ne conservant qu'une apparence de légalité, ce phénomène est récurrent sur le continent noir et génère de lourdes menaces pour la démocratie et l'état de droit. Les changements de gouvernement anticonstitutionnels se généralisent en Afrique de l'Ouest et du centre. Loin d'être un exemple des cas isolés, entre 2020 et 2023, cette partie du continent a connu six changements contraires à l'ordre constitutionnel préétabli (au Mali, au Burkina Faso, en Guinée au Tchad, au Niger et au Gabon). Si les urnes demeurent le principal mécanisme de désignation des gouvernants, la tendance observée ces dernières années permet d'affirmer que la remise en cause des élections est devenue pour certains le seul moyen d'accéder au pouvoir. ;

Ce phénomène récurrent dans le pré carré français ces derniers temps semble être un rejet de la politique Africaine de la France. Anciennes puissances coloniales, cette dernière s'est toujours mêlée des affaires africaines. Dans bon nombre de ses anciennes colonies la France a eu à faire et à défaire plusieurs chefs d'Etats.¹ Souvent acteur majeur des changements anticonstitutionnels en Afrique, la France s'est faite surprendre par les changements anticonstitutionnels au Mali et au Tchad. Le coup d'État a lieu au Mali dans un contexte de manifestations² et de contestations du pouvoir depuis juin 2020 sous fond d'une lutte violente et sans issue contre le terrorisme malgré la présence France sur le terrain depuis 2012³. Au Tchad c'est à la suite du décès du président Idriss Deby itno que les militaires se sont accaparés le pouvoir contrairement aux dispositions constitutionnelles.

Les changements anticonstitutionnels de gouvernement se produisent suite à une opération d'accession au pouvoir en dehors du cadre constitutionnel en violation des principes démocratiques et des normes de l'État de droit.⁴ Les formes de changement anticonstitutionnel de gouvernement sont multiples. De par sa définition « *le changement anticonstitutionnel de gouvernement* » fait suite à une prise du pouvoir qui se serait déroulée en dehors du cadre prévu par la Constitution, violant par la même occasion les principes de Démocratie et d'Etat de droit. Quelque ait été sa forme, ni le droit international, ni le droit constitutionnel, ne

¹ République centrafricaine, Tchad, Togo, Comores

² menées par le [Mouvement du 5 Juin - Rassemblement des forces patriotiques](#) (M5-RFP), à cause de [la guerre](#) et d'irrégularités supposées lors des [élections législatives maliennes de 2020](#)

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d%27%C3%89tat_de_2020_au_Mali#

⁴ <https://www.lgdj.fr/les-changements-anticonstitutionnels-du-gouvernement-approches-de-droit-constitutionnel-et-de-droit-international-9782731409222.html#>

s'étaient jusqu'à une date récente penchés sur la question au nom des principes de non-ingérence et d'autonomie constitutionnel, indifférents aux questions de légitimité constitutionnelle ou démocratique. C'est avec le retour des principes d'Etat de droit et de Démocratie sur le devant de la scène avec la fin de la Guerre froide que le droit s'est doté des outils pour pouvoir faire face à ces coups de force : les changements inconstitutionnels de gouvernement étant aujourd'hui dénoncés, mais pouvant également être sanctionnés.⁵

Face à la multiplication des changements anticonstitutionnel en Afrique francophone, il se pose donc la question de savoir : Comment la France agit-elle face aux changements anticonstitutionnels en Afrique Francophone ? Autrement dit, quelle comportement la France affiche -t-elle face aux coups d'états en Afrique Francophone ? De nos investigations, l'hypothèse qui en découle est que la France se comporte de manière ambiguë face aux changements anticonstitutionnels en Afrique. Cette incohérence de la France se justifie par son comportement irrationnel et clivant basée sur la sauvegarde de ses intérêts. Elle condamne d'un côté et approuve d'un autre coté les changements anticonstitutionnels dans ses anciennes colonies. Une analyse des règles juridiques et une observation de la pratique de Etats permettra de présenter la condamnation du changement anticonstitutionnel au Mali par la France d'une part **(I)** et l'approbation du changement anticonstitutionnel au Tchad par la France d'autre part **(II)**.

⁵<https://www.kas.de/fr/web/tunesien/veranstaltungsberichte/detail/-/content/verfassungswidrige-regierungswechsel-ansaetze-aus-verfassungs-und-voelkerrechtlicher-sicht-v1>

I. La condamnation Française du changement anticonstitutionnel au Mali

La condamnation ferme du changement anticonstitutionnel au Mali par la France, dans cette partie permettra d'exposer les manifestations de cette condamnation d'une part (A) et la riposte Malienne face aux sanctions françaises d'autre part (B).

A. Les manifestations de la condamnation du changement anticonstitutionnel au Mali

La France pour faire plier le régime du colonel, révolutionnaire, Assimi Goita, a utilisé plusieurs moyens de pressions. Ses moyens sont économiques, militaires, diplomatiques, médiatiques⁶ et bien d'autres. Dans cette partie, consacrée à l'exposé de la condamnation du changement anticonstitutionnel au Mali, il sera question de parler d'abord de la suspension de l'aide publique au développement et de l'aide budgétaire de la France au Mali d'une part (1) avant de tableur sur le gel des avoirs et des sanctions ciblées sur les personnalités Maliennes et bien d'autres d'autre part (2).

1. La suspension des aides publique au développement et budgétaire

La France a suspendu son aide publique⁷ au développement à destination du Mali⁸, invoquant le recours au groupe paramilitaire russe Wagner affirme le président français Emmanuel Macron.⁹ Selon les pays occidentaux, les autorités Maliennes auraient recours au groupe Wagner, accusé de servir les intérêts du régime du président russe Vladimir Poutine, ainsi que de prédation économique et de violations des droits de l'Homme au Mali. Bamako dément ses allégations et reconnaît avoir une coopération avec l'armée Russe au nom d'une relation ancienne d'Etat à Etat. Bon sens, le Mali n'est-il pas libre de choisir ses partenaires ? Cette politique paternaliste de la France doit cesser.

Partenaire du Mali depuis 1958, l'Agence Française du Développement en abrégée l'AFD y est intervenue dans les domaines prioritaires grâce à des prêts, des subventions et un

⁶ La pression médiatique à travers France 24, RFI ...

⁷ L'aide est un soutien, une assistance, un secours apporté par un individu ou une institution à un autre individu ou institution. Dans le domaine économique et financier une aide publique est une aide financière de type subvention, avance remboursable, garantie, bonification d'intérêt, prêt à taux réduit, etc.) accordée par une personne publique à une entité pour son développement ou pour mettre en œuvre une délégation de service public.

⁸ <https://www.voaafrique.com/a/la-france-suspend-ses-aides-au-mali-regrets-au-sein-de-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-/6838805.html>

⁹ Face à l'attitude de la junte malienne qui s'est alliée avec la milice Wagner, nous estimons que les conditions ne sont plus réunies pour la poursuite de nos projets d'aide publique au développement et que le risque de détournement de leur objet est trop élevé.

accompagnement technique. L'AFD a accompagné le pays dans quatre domaines : infrastructures, développement humain, développement rural et secteur privé. En 2021, l'AFD a engagé près de 40 millions d'euros en subvention dans le pays, concentrés sur des projets destinés à améliorer la gouvernance et la santé des populations.¹⁰ Pays sahélien enclavé, le Mali connaît une forte pression démographique et doit faire face à de nombreux défis. En premier lieu, la réduction de la pauvreté, rurale et urbaine.

Rappelons que depuis 2007, les investissements publics du Mali ont été financés par l'aide publique au développement. En 2009, l'aide publique au développement au Mali a représenté près de 10 % du PIB, ce qui équivalait à 45 % du budget de l'Etat. La dépendance du Mali vis-à-vis de l'aide publique au développement en matière d'investissement est nette.

En novembre 2022, l'Agence Française du Développement a suspendu ses activités suite à l'arrêt de l'aide publique au développement de la France au Mali annoncé par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. La France en suspendant ainsi ses financements de l'aide publique au développement en direction de la Mali y compris de ceux qui transitent par des organisations humanitaires, veut que la population se soulève contre les nouvelles autorités Maliennes. Selon les organisations concernées, cette décision des autorités françaises ne peut qu'avoir des conséquences néfastes en matière d'aide humanitaire. Elle intervient dans un contexte dans lequel 7,5 millions de personnes au Mali ont besoin d'aide humanitaire, soit plus de 35 % de la population Malienne, et alors que ce pays est en 184^{ème} position sur l'indice de développement humain (IDH).

Les organisations humanitaires concernées estiment qu'en le liant de manière évidente à la politique étrangère de la France, la décision de suspension des financements au Mali comporte notamment des risques réputationnels pour ces organisations au-delà des risques sécuritaires immédiats majeurs, y compris dans d'autres pays de la région. Cette préoccupation des organisations s'étend également à tous les autres contextes où la France finance des opérations humanitaires et de solidarité internationale. Elles ont interpellé le Président de la République française en ce sens. Il apparaît évident qu'une telle décision des autorités françaises constitue une fuite en avant extrêmement préjudiciable pour les peuples maliens et français. Elle participe à la dégradation de la situation et des relations entre ces deux pays, alors qu'au contraire il faudrait renouer le dialogue respectant la souveraineté de ce peuple et de ce pays.¹¹

¹⁰https://www.google.com/search?sca_esv=574223418&q=Aide+financi%C3%A8re+au+Mali&sa=X&ved=2ahUKewiXzeCX_f2BAxULIGoFHcneCL4Q1QJ6BAg8

¹¹https://www.google.com/search?sca_esv=574223418&q=Aide+financi%C3%A8re+au+Mali&sa=X&ved=2ahUKewiXzeCX_f2BAxULIGoFHcneCL4Q1QJ6BAg8

En outre la France a suspendu son aide budgétaire¹² au Mali malgré que le pays soit confronté aux attaques terroristes, rien que dans le but de sanctionner le régime militaire en place. Rappelons que le Mali est un pays Sahélien enclavé, dont la population est estimée à 22 millions d'habitant en 2023, le Mali compte parmi les pays les plus pauvres de la planète.

Aujourd'hui au Mali, les nouvelles autorités ont pris conscience de la nécessité de mieux mobiliser les ressources internes.

2. Le gel des avoirs, des sanctions ciblées sur des personnalités Maliennes et bien d'autres actes

La France à travers l'Union Européennes a interdit l'entrée sur le territoire de l'UE et gelé des avoirs des cinq responsables Maliens¹³. Outre le premier ministre figurent parmi les responsables sanctionnés deux « *membres clés du cercle rapproché* » du colonel Assimi Goïta, investi président de transition en mai 2021. Il s'agit de Malick Diaw et d'Ismaël Wagué, considérés comme des instigateurs du coup d'Etat d'août 2020 au cours duquel les militaires ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta. En outre, Ibrahim Ikassa Maïga, ministre de la refondation depuis juin 2021, et Adama Ben Diarra sont également ciblés pour avoir joué un rôle clé dans le renversement du président Keïta, selon la même source. Les mesures adoptées par les Vingt-Sept consistent en une interdiction d'entrée sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs des cinq responsables visés¹⁴.

Sous l'impulsion de la France, la Banque Centrale commune aux huit États membres de l'UEMOA contrôlée par la France¹⁵ a gelé tous les avoirs du Mali ceux des entreprises publiques et des organismes parapublics Maliens ainsi que la suspension du pays de toute assistance financière des institutions internationales.¹⁶

Pourtant, selon les principes de fonctionnement de la BCEAO où sont logés les réserves et les avoirs du Mali, « *la Banque centrale, ses organes, un membre quelconque de ses organes ou de son personnel ne peuvent solliciter ni recevoir des directives ou des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres de l'UEMOA,*

¹²Rappelons qu'avec l'aide budgétaire les autorités du pays bénéficiaire de l'aide ont un meilleur contrôle sur l'allocation et la mise en œuvre de l'aide.

¹³https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/04/mali-l-union-europeenne-sanctionne-le-premier-ministre-choguel-maiga-et-des-membres-de-la-junte_6112367_3212.html

¹⁴https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/04/mali-l-union-europeenne-sanctionne-le-premier-ministre-choguel-maiga-et-des-membres-de-la-junte_6112367_3212.html

¹⁵Rappelons que c'est La banque centrale de France qui gère la masse monétaire des pays de la zone franc CFA. Le Mali faisant partie de cette zone est donc à la merci de la politique française en Afrique. La France a donné les ordres et toutes banques ont été fermées car le franc CFA est contrôlé politiquement par la France (à compléter).

¹⁶ <https://www.jeuneafrique.com/1316657/economie/pourquoi-le-mali-saisit-la-cour-de-justice-de-luemoa/>

de tout autre organisme ou de toute autre personne »¹⁷. En clair, la Banque centrale est censée fonctionner en toute indépendance et ne peut être utilisée pour asphyxier financièrement un État membre.

Exclu des plateformes financières régionales en raison des sanctions, Bamako ne peut plus lever de fonds sur les marchés financiers ni accéder au compte unique du Trésor. Résultat, le Mali accumule les défauts de paiement de dette. Un collectif d'avocats désigné par le gouvernement malien a d'ailleurs saisi la Cour de justice de l'UEMOA, pour obtenir « l'annulation des sanctions » et « la suspension de leur exécution »¹⁸, car celles-ci étant jugées « gravement préjudiciables à l'État, aux populations maliennes et africaines vivant au Mali ».¹⁹ Rappelons que les mesures prises par l'organisation sous-régionale Ouest Africaine sont d'une illégalité absolue car ces sanctions violent les textes même de l'Organisation ».²⁰ Les chefs d'États de la CEDEAO et de l'Union Africaine ont « sanctionné » le Mali, enjoignant son « retour » à « l'ordre constitutionnel » et à « l'État de droit »²¹.

La France est d'ailleurs, soupçonnée d'être l'inspiratrice de cette injonction, car elle a aussi tenté d'entraîner l'ONU dans la voie des sanctions. Emmanuel Macron a déclaré au cours d'une conférence de presse avec le président du Conseil Européen, Charles Michel, à l'Élysée que " Nous soutenons" les mesures diplomatiques et économiques prises par la Communauté Economique des Etats de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) à l'encontre du Mali. Le chef de l'État français a précisé que les Européens se préparaient à renforcer à leur tour leurs sanctions.²²

Ces sanctions d'une inhabituelle agressivité de nature à affecter directement la vie quotidienne d'une population aux revenus déjà maigres et fragiles sont des moyens de pressions de la France sur les nouveaux dirigeants Maliens. Il faut faudrait rappeler que ces sanctions inédites prises par les dirigeants Ouest-Africains contre le Mali sous les directives de la France n'ont pas empêchées le peuple et les dirigeants maliens de faire preuve d'une grande maturité, distinguant soigneusement les autorités françaises et africaines des citoyennes et des citoyens.²³

La France est allée jusqu'au niveau de l'ONU pour mettre en difficultés les nouvelles autorités Maliennes car cette dernière est allée présenter un projet de résolution qui proposait

¹⁷Voir les statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

¹⁸ <https://www.jeuneafrique.com/1316657/economie/pourquoi-le-mali-saisit-la-cour-de-justice-de-luemoa/>

¹⁹ <https://information.tv5monde.com/afrique/sanctions-contre-le-mali-la-france-soutient-la-cedeao-la-guinee-solidaire-de-bamako-70363>

²⁰ Confère l'Acte Constitutif de la CEDEAO et ses Protocole additionnels.

²¹ Rappelons que ces organisations sont financées et contrôlées par des occidentaux.

²² <https://information.tv5monde.com/afrique/sanctions-contre-le-mali-la-france-soutient-la-cedeao-la-guinee-solidaire-de-bamako-70363>

²³ <https://www.france24.com> Afrique ; <https://www.lepoint.fr> monde.

de reconduire jusqu'au 31 août 2024 les sanctions prévues par la résolution 2374(2017), en particulier les interdictions de voyager et le gel des avoirs, et de proroger jusqu'au 30 septembre 2024 le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller la mise en œuvre de ces mesures. La Russie a opposé son veto²⁴. Les sanctions de l'ONU contre le Mali ont donc pris fin après un veto de la Russie. Pour la Russie, les sanctions doivent prendre en compte des préoccupations du Mali plutôt que d'être instrumentalisées en outil de pression extérieure.

En outre, La France toujours animée par un désir de renverser les autorités militaires révolutionnaires Maliennes, va multiplier les moyens de pressions contre le Mali. Elle va lancer une campagne médiatique de désinformation de dénigrement, de diabolisation du régime militaire Malien à travers ses médias²⁵. Comme si cela ne suffisait pas, l'entreprise française, la principale compagnie aérienne assurant des vols entre l'Europe et l'Afrique, à savoir d'Air France va suspendre ses vols en destination de Bamako.²⁶ Après avoir placé tout le Mali, y compris Bamako, en zone rouge « *formellement déconseillée* » aux voyageurs la France va suspendre la délivrance de ces visas²⁷ dans son service consulaire de Bamako.²⁸ Avant cela, Rappelons que la France avait bloqué l'accréditation de l'ambassadeur²⁹ du Mali en France à cause de son profil pro-russe.³⁰

La France en utilisant ses multiples moyens de pressions contre le Mali va pousser ce dernier à réagir.

B. La riposte des autorités Maliennes

La riposte Malienne s'illustre ici non seulement par la rupture des accords de défense avec la France d'une part (1) mais également par la récusation du statut de porte-plume de la France, l'expulsion de son ambassadeur et bien d'autres actes d'autre part (2).

²⁴<https://www.trtafrika.com/fr/afrique/les-sanctions-de-lonu-contre-le-mali-prennent-fin-apres-un-veto-de-la-russie-14758702>

²⁵ Radio France Internationale (RFI), France 24 etc...

²⁶ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/15/air-france-prolonge-la-suspension-de-ses-vols-vers-le-mali-le-niger-et-le-burkina-faso_6189528_3212.html# :

²⁷ La France et le Mali ont suspendu la délivrance de visas à leurs ressortissants respectifs par leurs services consulaires à Bamako et à Paris, dans un contexte de vives tensions bilatérales et régionales. Le ministère malien des affaires étrangères a dit avoir appris ce classement « *avec surprise* », tard mercredi sur les réseaux sociaux. Il a décidé de faire de même avec les services maliens compétents à Paris, « *en application de la réciprocité* ».

²⁸ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/10/la-france-et-le-mali-suspendent-la-delivrance-de-visas_6185023_3212.html

²⁹ Le diplomate donc la nomination a été bloquée par la France s'appelle Moussa Sy.

³⁰ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220203-pourquoi-paris-bloque-la-nomination-de-moussa-sy-%C3%A0-l-ambassade-du-mali>, <https://www.youtube.com/watch?v=SmEGjWDNDD4>,

1. La rupture des accords de défense avec la France

La junte au pouvoir au Mali annonce ce 2 mai 2022 rompre les accords de défense avec la France et ses partenaires Européens³¹. Elle fustige les "*atteintes flagrantes*" de la part des forces françaises présentes dans le pays à la souveraineté nationale et de "*multiples violations*" de l'espace aérien malien.³² Cela a été dans un bref communiqué lors du journal télévisé sur la télévision nationale, le colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole du gouvernement, a annoncé rompre les accords de défense avec la France.

Au regard de la vive tension entre les deux pays, ce développement était prévisible. Par communiqué en date du 12 janvier 2022 et du 26 avril 2022, le gouvernement alertait l'opinion publique nationale et internationale sur les actes hostiles, notamment la violation de l'espace aérien du Mali par des avions des militaires français.³³

Le Mali justifie cette dénonciation par la double annonce du retrait militaire français (juin 2021 et février 2022)³⁴, violation de son espace aérien par la France et, enfin, l'absence de réponse aux demandes de révision du traité de coopération de décembre 2021.

Les autorités Maliennes ont notifié cette dénonciation lundi 2 mai 2022 dans l'après-midi aux autorités françaises. En ce qui concerne le traité de 2014, elle prendra effet six mois après cette notification, selon le porte-parole.³⁵

En revanche, c'est avec "*effet immédiat*" que les autorités dénoncent le Sofa³⁶ de mars 2013 encadrant l'engagement de la force française Serval, puis Barkhane, ainsi que le protocole additionnel de mars 2020 s'appliquant aux détachements européens de Takuba.

Ainsi, après les "*atteintes flagrantes*" de la part de la France à la souveraineté nationale, les autorités Maliennes ont décidé de rompre les Accords de statut des forces (Status of Force

³¹<https://www.ouest-france.fr/monde/mali/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-paris-1684513e-cae0-11ec-b8ac-24494cad7a04>

³² <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>

³³ Ces alertes publiques ont été suivies, le 15 août 2022, d'une lettre par laquelle les autorités portaient plainte auprès du Conseil de sécurité pour « actes d'agression, de violation de l'espace aérien, de subversion et de déstabilisation ». Ces faits sont d'une extrême gravité interrogent sur l'objectivité et l'impartialité de la France

³⁴ Après la rectification par les militaires au pouvoir au Mali de la transition, le Président Français, à annoncer, lors d'une conférence de presse que son pays ne peut pas rester engagé militairement aux côtés d'autorités de fait dont la France ne partage ni la stratégie ni les objectifs cachés. Cela est suivi par son discours du 17 février 2022 annonçant définitivement le retrait coordonné de Barkhane et de la task force Takuba qui sont au Mali dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il faut comprendre que la nomination d'un cadre issu du mouvement populaire du 5 juin est perçue comme une rectification de la trajectoire de la transition selon beaucoup de maliens, car ce premier ministre est obligé de prendre en compte les aspirations légitimes du peuple.

³⁵ <https://www.ouest-france.fr/monde/mali/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-paris-1684513e-cae0-11ec-b8ac-24494cad7a04>

³⁶ Les autorités Maliennes ont décidé de rompre les Accords de statut des forces (Status of Force Agreements, ou Sofa) qui fixent le cadre juridique de la présence au Mali des forces française Barkhane et européenne Takuba.

Accords, ou Sofa) qui fixent le cadre juridique de la présence au Mali des forces française Barkhane et européenne Takuba, ainsi que le traité de coopération en matière de défense conclu en 2014 entre le Mali et la France.³⁷

La junte au pouvoir au Mali annonce ce 2 mai 2022 rompre les accords de défense avec la France et ses partenaires Européens³⁸. Elle fustige les "*atteintes flagrantes*" de la part des forces françaises présentes dans le pays à la souveraineté nationale et de "*multiples violations*" de l'espace aérien malien.³⁹ Cela a été dans un bref communiqué lors du journal télévisé sur la télévision nationale, le colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole du gouvernement, a annoncé rompre les accords de défense avec la France.

Le colonel Abdoulaye Maïga a développé : « *Depuis un certain temps, le gouvernement de la République du Mali constate avec regret une détérioration profonde de la coopération militaire avec la France* »⁴⁰, Il a notamment cité "*l'attitude unilatérale*" de la France lors de la suspension en juin 2021 des opérations conjointes entre les forces françaises et Maliennes ou l'annonce en février 2022, "*encore sans aucune consultation de la partie malienne*", du retrait des forces Barkhanes et Takuba. Le colonel a ajouté les "*multiplie violations*" de l'espace aérien malien par les appareils français, malgré l'instauration par les autorités d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus d'une vaste partie du territoire⁴¹.

Pour les autorités de la transition Malienne, toute présence des forces étrangères doit répondre aux règles Maliennes, elles doivent aller dans le sens des intérêts supérieurs du Mali.

2. La récusation du statut de porte-plume de la France, l'expulsion de son ambassadeur et bien d'autres actes

Dans une correspondance adressée au président du Conseil de sécurité des Nations unies, par ailleurs représentant permanent de la République du Mozambique auprès des Nations unies, Pedro Comissário Afonso, le gouvernement Malien a récusé officiellement le statut de

³⁷ <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>

³⁸ <https://www.ouest-france.fr/monde/mali/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-paris-1684513e-cae0-11ec-b8ac-24494cad7a04>

³⁹ <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>

⁴⁰ <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>

⁴¹ <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>

porte-plume de la France sur toutes les questions examinées par la haute instance onusienne concernant le Mali.⁴²

En effet, depuis l'inscription de la situation du Mali à l'agenda du Conseil de sécurité, conformément à sa résolution 2085 du 20 décembre 2012, la France a toujours porté la plume sur toutes les questions concernant le pays devant cet auguste organe, y compris pour ce qui concerne l'initiative et le portage des projets de résolutions relatifs au mandat de la Mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) ou au régime de sanctions concernant le Mali.⁴³

Selon nos sources, cette décision intervient parce qu'au regard de la tension diplomatique entre les deux pays, l'ancienne puissance coloniale n'a plus la confiance des autorités Maliennes. Paris n'est plus crédible pour traiter convenablement les dossiers du Mali. Faudrait rappeler que le statut de porte-plume est dévolu généralement aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité.⁴⁴ Paris a usé de toutes son influence pour tenter d'isoler le Mali⁴⁵. Les différentes demandes de résolutions au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies pour sanctionner le Mali ont échoué grâce au veto du partenaire russe. Le Mali avait même demandé une réunion d'urgence au Conseil de sécurité pour exhiber les preuves concernant la complicité de la France avec les groupes armés terroristes au Sahel. Une demande restée lettre morte jusqu'ici. L'ancienne puissance coloniale ne souhaite pas que son double jeu soit étalé à la face du monde.⁴⁶

Les autorités Maliennes accusent la France d'aider les terroristes qu'elle prétend combattre aux côtés des Forces armées maliennes. Le compagnonnage entre les deux pays était devenu un marché de dupes.

La volonté courageuse du Mali de dénoncer cette situation ubuesque vaut aujourd'hui au Mali une campagne médiatique odieuse pour faire accréditer l'idée que l'état malien perpètre

⁴²<https://www.maliweb.net/politique/conseil-de-securite-de-lonu-la-france-ne-portera-plus-le-dossier-mali-3013465.html>

⁴³<https://www.maliweb.net/politique/conseil-de-securite-de-lonu-la-france-ne-portera-plus-le-dossier-mali-3013465.html>

⁴⁴La correspondance du Mali amènera le Conseil de sécurité à choisir un autre porte-plume pour le dossier Mali. Le Mali aura la latitude d'accepter ou de récuser le nouveau porte-plume qui sera désigné.

⁴⁵Il faudrait rappeler que les relations entre Paris et Bamako ont commencé à se dégrader sérieusement depuis la rectification de la trajectoire de la Transition en mai 2021. Le Mali a décidé de s'orienter vers la Fédération de Russie pour mener efficacement la lutte contre le terrorisme. Décision vivement contestée par les dirigeants français en des termes emprunts de condescendance. Les échanges de propos peu diplomatiques ont abouti au retrait de la force anti-terroriste Barkhane du Mali puis de la Force Takuba. La tension a culminé par l'expulsion de l'ambassadeur de France à Bamako, Joël Meyer, le 31 janvier 2022. Dans son communiqué, le gouvernement de Transition a justifié sa décision par les « déclarations hostiles » du diplomate français à son encontre.

⁴⁶<https://www.maliweb.net/politique/conseil-de-securite-de-lonu-la-france-ne-portera-plus-le-dossier-mali-3013465.html>

des exactions contre une partie de ses propres populations. Le sort d'une ethnie Malienne importe peu pour ces néocolonialistes. La « *question peulh* » est tout simplement un moyen de semer la discorde dans le pays pour favoriser leur vieille politique du diviser pour mieux régner. Malgré les pressions politico-diplomatiques et médiatiques, les autorités maliennes maintiennent le cap de la résistance contre toute forme de domination étrangère.

Bamako prend la décision de s'affranchir de la tutelle de Paris dans les couloirs du Palais de verre de Manhattan. La France perd du coup un levier diplomatique important. Paris ne pourra plus se prévaloir d'un quelconque statut de parrain de l'action de la communauté internationale dans le cadre de la crise Malienne.⁴⁷ Depuis décembre 2012 et l'inscription du Mali à l'agenda du Conseil de sécurité, Paris occupait officiellement cette fonction de « plume » parmi les quinze membres.⁴⁸ En demandant ainsi au Conseil de sécurité de relever la France de ses fonctions à l'ONU de coordinateur-rédacteur des résolutions sur la MINUSMA ou sur le régime des sanctions concernant le pays,⁴⁹ les nouvelles autorités Maliennes ne font que réagir aux multiples provocations de la France.

En outre, face aux agissements paternalistes de la France, les autorités de la transition Maliennes ont intimé l'ordre à l'ambassadeur de France à Bamako de quitter le pays⁵⁰. Joël Meyer a été sommé de quitter le Mali dans un délai de 72 heures en réaction aux propos tenus par le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. Le chef de la diplomatie française avait jugé "illégitimes" les autorités de transition. Des propos qualifiés d'outrageux par les autorités Malienne au pouvoir. Rappelons tout de même que France avait bloqué l'accréditation de l'ambassadeur du Mali en France à cause de son profil pro-russe⁵¹.

En rétorsion, à l'entreprise française, Air France, principale compagnie aérienne assurant des vols entre l'Europe et l'Afrique, qui avait suspendu ses vols en destination de Bamako,⁵² les autorités de la Malienne ont annulé l'autorisation de faire voler ses appareils entre Paris et Bamako.⁵³

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ <https://lematinalgerie.com/onu-le-mali-ne-veut-plus-que-la-france-soit-son-porte-plume/>

⁴⁹ <https://www.agenceecofin.com/breves-gestion-publique/0603-106150-mali-le-gouvernement-ne-reconnait-plus-la-france-comme-son-porte-plume-devant-le-conseil-de-securite-de-l-onu>

⁵⁰ Les partis de l'opposition en France ont vivement critiqué la décision Malienne et les autorités françaises et pourtant la France avait aussi menacé de retirer ses troupes du Mali, où elles combattaient une insurrection islamiste officiellement.

⁵¹ <https://www.youtube.com/watch?v=SmEGjWDNDD4>

⁵² Sept (7) vols par semaine.

⁵³ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/15/air-france-prolonge-la-suspension-de-ses-vols-vers-le-mali-le-niger-et-le-burkina-faso_6189528_3212.html#

En réponse à la pression médiatique des médias français et à la campagne de désinformation lancée par ses derniers contre le Mali, la haute autorité de la communication du Mali a suspendu la diffusion de France 24 et RFI au Mali.

La France et le Mali ont suspendu la délivrance de visas à leurs ressortissants respectifs par leurs services consulaires à Bamako et à Paris, dans un contexte de vives tensions bilatérales et régionales. La France a la première suspendue en début de semaine la délivrance de ces visas après avoir placé tout le Mali, y compris Bamako, en zone rouge « *formellement déconseillée* » aux voyageurs.⁵⁴ Le ministère malien des affaires étrangères a dit avoir appris ce classement « *avec surprise* », tard mercredi sur les réseaux sociaux. Il a décidé de faire de même avec les services maliens compétents à Paris, « *en application de la réciprocité* ».⁵⁵

En vérité, l'attitude agressive et hostile de la France envers les autorités Malienne n'a rien à voir avec les raisons mises en avant. A savoir le respect de la démocratie, des droits de l'homme. Cette politique de deux poids deux mesures de la France laisse croire que le Mali est puni par ce que les choix politiques des autorités de la transition Malienne ne conviennent pas aux intérêts français. Pourtant tout ce que le Mali demande c'est le respect de sa souveraineté, le respect de ses choix stratégiques et le respect de la défense des intérêts vitaux du pays.⁵⁶ Ce comportement colonial et paternaliste de la française est contraire à la Charte de l'ONU qui reconnaît aux peuples le droit à l'autodétermination.

Ainsi, la France condamnant fermement le Changement anticonstitutionnel au Mali a déclenché la colère des autorités militaires du pays qui n'ont pas tardé de riposter. Cependant au Tchad, la France a adopté une attitude contraire face au changement anticonstitutionnel dans ce pays.

II. L'approbation Française du changement anticonstitutionnel au Tchad

Contrairement au Mali, la France a approuvé le changement anticonstitutionnel au Tchad. Il sera question dans cette partie du travail, de présenter tout d'abord l'exposé de cette approbation d'une part (**A**) avant de relever les enjeux de cette approbation d'autre part (**B**).

⁵⁴https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/10/la-france-et-le-mali-suspendent-la-delivrance-de-visas_6185023_3212.html

⁵⁵*Ibid.*

⁵⁶Pour beaucoup, le coup d'état au Mali est pour sauver la dignité du pays longtemps bafouée.

A. L'exposé de l'approbation du changement anticonstitutionnel au Tchad

L'approbation du changement anticonstitutionnel de la France au Tchad s'illustre par des solides soutiens politiques, économiques, militaires et médiatiques de la France au régime militaire Tchadien. Il sera question dans cette partie de parler de l'adoubement de Mahamat Kaka Deby par la France (1) avant de parler du silence de la France face aux violations des droits de l'homme au Tchad (2).

1. L'adoubement de Mahamat Kaka Deby par la France

Après décès du président de la République Idriss Deby Itno, constitutionnellement, ce devait être le président de l'Assemblée nationale qui devait assurer l'intérim.⁵⁷ Mais pour le clan Déby il était hors de question de laisser le pouvoir, même pour quelques semaines, à une personne étrangère à la famille. Un Conseil militaire de transition a donc installé au pouvoir le fils du président décédé, Mahamat Idriss Déby. Ce dernier a dissous le Parlement, abrogé la Constitution et réprimé dans le sang les manifestations de protestation. En bref, il a organisé un coup d'État en bonne et due forme.⁵⁸

Quelques jours après ce décès, Emmanuel Macron arrive avec Mahamat Déby à la cérémonie des funérailles d'Idriss Déby. Par sa présence, il affirme son soutien au nouvel homme fort du Tchad.⁵⁹ En effet, le président français, Emmanuel Macron a assuré que la France restera aux côtés du Tchad et ne permettra à aucune force négative de menacer sa stabilité⁶⁰.

Emmanuel Macron en reconnaissant ainsi le Conseil militaire Tchadien, affiche clairement le soutien français au régime anticonstitutionnel Tchadien. Pour la France, sa présence au Tchad est d'une importance vitale. Quitte à fermer les yeux sur le coup d'État qui a porté au pouvoir Mahamat Déby, fils d'Idriss Déby mort au combat. Macron a entériné ce putsch pour maintenir

⁵⁷Article 81 de Constitution Tchadienne du 04 2018 dispose : « En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit ou d'empêchement définitif constaté par la Cour Suprême saisie par le Gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres, les attributions du Président de la République, à l'exception des pouvoirs prévus aux articles 85, 88, 95 et 96 sont provisoirement exercées par le Président de l'Assemblée Nationale et, en cas d'empêchement de ce dernier, par le 1er Vice-président Dans tous les cas, il est procédé à de nouvelles élections présidentielles quarante-cinq (45) jours au moins et quatre-vingt-dix (90) jours au plus, après l'ouverture de la vacance ».

⁵⁸ <https://www.cadtm.org/Tchad-quand-la-France-avalise-le-coup-d-Etat>

⁵⁹<https://www.tdg.ch/emmanuel-macron-legitime-le-fils-apres-avoir-soutenu-le-pere-862574396001>

⁶⁰<https://actucameroun.com/2021/04/23/emmanuel-macron-la-france-ne-laissera-personne-menacer-la-stabilite-et-lintegrite-du-tchad/>

le statu quo nécessaire à l'intervention militaire au Sahel. Cette décision française est importante car elle représente un véritable sésame de respectabilité pour la junte.

Après avoir encouragé le maintien au pouvoir de Deby père au nom tout d'abord d'intérêt politico-économique, historique, et des performances de l'armée Tchadienne à l'extérieur dans la lutte contre le terrorisme. La France en apportant son soutien à la famille de Deby n'est pas loin d'affirmer que le clan Deby serait le seul à pouvoir garantir la stabilité et l'unité nationale du pays. En réalité la véritable préoccupation de la France, ce sont ses intérêts au Tchad.

Pays exportateur de pétrole, le Tchad est devenu au fil du temps une des pièces maîtresses de l'armée française avec plusieurs bases militaires sur son territoire. Rappelons que la France a un fort passif au Tchad. Elle avait soutenu le coup d'État d'Hissène Habré en 1981 contre Goukouni Oueddei jugé trop proche, aux yeux des occidentaux, du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Habré fut sorti du pouvoir comme il y était rentré, par un coup d'État soutenu par la France. L'instigateur en fut son chef d'état-major Idriss Déby. Il restera aux affaires pendant 32 ans⁶¹ et s'avérera un soutien sans faille de l'armée française.⁶²

Il faudrait avouer que cet adoubement du fils du feu président Idriss Deby par le président français Emmanuel Macron est mal perçu par les Africains en général et les tchadiens en particulier car quelques mois plutôt la France avait condamné fermement le changement anticonstitutionnel au Mali.

Après la prise de pouvoir par le fils de Deby soutenu par la France, plusieurs marches dénonçant cette ingérence française de trop ont été organisées. Douze stations Total de la capitale ont été vandalisées.⁶³ Les jours suivants, à Abéché, la représentation consulaire française et la stèle du soldat inconnu ont été abîmées. Ces attaques envers des représentations françaises traduisent le ras-le-bol d'une population, prise au piège par son gouvernement soutenu par la France. Les médias français qui ont traité le sujet se sont engouffrés dans la théorie du « *sentiment antifrçais* », qui se répand en Afrique, sans questionner plus avant ce « sentiment » et ses réels ressorts. Le gouvernement tchadien a quant à lui été particulièrement irrité par l'ampleur de cette manifestation.⁶⁴

Ces manifestations interviennent dans un contexte particulièrement sensible. Alors que la France se retire du Mali, où la Russie est aux côtés de l'armée pour combattre sérieusement

⁶¹ Idriss Deby a été tué en 2021 alors qu'il était à la tête d'une énième opération contre les rebelles armés.

⁶² <https://www.cadtm.org/Tchad-quand-la-France-avalise-le-coup-d-Etat>

⁶³ <https://survie.org/billets-d-afrique/2022/318-juin-2022/article/tchad-une-transition-sous-le-signes-de-la-repression>.

⁶⁴ Ministres et porte-paroles n'ont pas hésité à rappeler le rôle d'« ami » de la France, comme s'ils voulaient s'assurer de ne pas froisser : « Quiconque s'en prend à la France s'en prend également au Tchad », selon un ancien ministre d'Idriss Déby Itno (*Médiapart*, 26/05/22).

les terroristes que la France n'a pas pu depuis 2012⁶⁵. Le fait que des manifestants aient brandi des drapeaux russes a alimenté des spéculations et accusations infondées. Pour autant, la société civile qui manifeste n'est nullement soutenue par la Russie. Le Tchad, qui craint l'influence de la Russie.⁶⁶ Les manifestants ont donc trouvé un irritant efficace, qui échappe cependant à certaines analyses qui préfèrent le réduire à un sentiment antifrçais, et non pas anti-France-Afrique, et à la main mise de la Russie⁶⁷.

La France, « *soi-disant* », pays des droits de l'homme et de liberté a gardé le silence face à la répression violente des manifestants pacifiques Tchadiens par le régime militaire en place.

2. Le silence de la France face aux violations des droits de l'homme au Tchad

Le 20 avril 2021, à l'annonce de la mort du maréchal et chef de l'Etat Idriss Déby Itno, l'armée avait proclamé son fils, Mahamat Déby, général alors âgé de 37 ans, président de la République à la tête d'une junte de quinze généraux pour une période de transition de dix-huit mois devant mener à des élections contrairement à la constitution Tchadienne.⁶⁸ Une coalition d'organisations de la société civile et de partis d'opposition nommée Wakit Tama⁶⁹ a appelé le 27 avril 2021 à des manifestations pour dénoncer ce qu'elle considère comme un « *coup d'État institutionnel* » et une « *succession dynastique* » après la prise du pouvoir par le CMT dirigé par Mahamat Idriss Déby, le fils du défunt président Idriss Déby.

Quelques jours plus tard des centaines de membres et sympathisants de partis d'opposition et d'organisations de la société civile se sont réunis au sein de la coalition Wakit Tamma pour protester contre l'interdiction de manifester et exiger une transition vers un régime civil.⁷⁰ Rejoints par de nombreux Tchadiens, ils ont participé à des manifestations dans tout le pays. Les forces de sécurité ont dispersé les manifestations en faisant un usage excessif de la force, notamment en tirant à balles réelles ; elles ont tué au moins sept personnes et en blessé des dizaines d'autres. Les forces de sécurité ont également arrêté plus de 700 personnes. Plusieurs

⁶⁵L'armée française est arrivée au Mali en 2012 pour combattre les terroristes mais malheureusement après plusieurs années de présence française le terrorisme s'est plutôt amplifié menaçant la partition du pays.

⁶⁶La Russie est présente dans les pays limitrophes du Tchad (Libye, le Soudan le Centrafrique, le Niger etc..).

⁶⁷<https://survie.org/billets-d-afrique/2022/318-juin-2022/article/tchad-une-transition-sous-le-signe-de-la-repression>

⁶⁸ Article 81 de la Constitution du Tchad du 04 mai 2018.

⁶⁹ Ce qui signifie « L'heure est venue » en arabe

⁷⁰Réagissant à la mort d'au moins cinq manifestants le 27 avril 2021 et à l'annonce par des partis d'opposition et des organisations de la société civile de nouvelles manifestations le 28 avril, Marceau Sivieude, directeur adjoint pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International, a déclaré : « Les manifestations organisées hier au Tchad ont entraîné la mort d'au moins cinq personnes, d'après les autorités. De nombreuses autres personnes ont également été blessées et arrêtées.

d'entre elles ont ensuite déclaré à Human Rights Watch qu'elles avaient été torturées et maltraitées en détention⁷¹.

Le 14 octobre 2021, dans une démarche qui n'a pas manqué de susciter des inquiétudes, Mahamat Idriss Déby a nommé Abdel Kader Mahamat, dit Baba Laddé, ancien chef du groupe rebelle du Front populaire pour le Redressement (FPR) nouveau directeur des services de renseignement Tchadiens⁷².

En octobre 2022, Mahamat Deby a annoncé la prolongation de la "transition" pour deux années supplémentaires après le très contexte dialogue national. Cette décision a poussé et les manifestants à sortir pour protester à N'Djamena, Sarh, Doba, Koumra, Abéché, Moundou, subissant la répression brutale des forces de sécurité. Suite à ces manifestations, de nombreux jeunes Tchadiens, ont été arrêtés et sont portés disparus. Certains auraient été déportés à Koro Toro, une prison de haute sécurité située en plein désert, dans le nord du pays⁷³.

Après l'arrivée au pouvoir du Conseil Militaire de Transition, l'espace civique Tchadien reste largement fermé, les manifestations pacifiques sont toujours violemment réprimées et les forces de sécurité continuent de bénéficier d'impunité⁷⁴. Pourtant Le droit international, le droit africain des droits humains, notamment la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et la Charte de transition du Tchad entérinent les droits à la liberté d'expression et de réunion et interdisent l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre.

En vertu des Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu, les forces de sécurité ne peuvent faire usage de la force que proportionnellement à la gravité de l'infraction, et l'utilisation intentionnelle de la force létale n'est autorisée que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger la vie.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'association et de réunion pacifique, Clément Voule, a rappelé aux autorités tchadiennes que « *tout recours à un usage excessif de la force contre les manifestants expose leurs auteurs à des poursuites conformément aux standards internationaux* ». ⁷⁵ L'expert indépendant a ensuite égrené des chiffres « particulièrement édifiants » recueillis dans différents rapports sur ce drame : entre 50 et 150 personnes auraient été tuées⁷⁶, de 150 à 184 personnes auraient disparu, environ 1369 auraient

⁷¹<https://www.dw.com/fr/tchad-manifestations-opposition-repression-deby-masra/a-63578618>

⁷²l'ONU et des groupes nationaux et internationaux de défense des droits humains y ont documenté plusieurs crimes graves commis par les hommes de Baba Laddé en Centrafrique, en violation des droits humains.

⁷³ <https://www.dw.com/fr/tchad-manifestations-opposition-repression-deby-masra/a-63578618>

⁷⁴[Ilaria Allegrozzi](#), chercheuse senior sur l'Afrique à Human Rights Watch déclarait.

⁷⁵<https://www.fihd.org>, tchad ; <https://agir-ensemble-droits-humains.org>

⁷⁶Au moins 218 morts, c'est le bilan dressé par la Ligue tchadienne des droits de l'homme et l'Organisation mondiale contre la torture.

été arrêtées et de 600 à 1.100 personnes auraient été « déportées dans *la prison de haute sécurité de Koro Toro* »⁷⁷.

La Conférence des évêques du Tchad (CET) a exprimé⁷⁸, vendredi 21 octobre 2022, sa « douleur » et son « *amertume* », après la répression meurtrière, d'une manifestation dans la capitale Ndjamena⁷⁹. De même, l'ambassade du Canada au Tchad a condamné fermement la répression violente contre des manifestants dans plusieurs villes du pays qui a conduit au décès de nombreux civils. La représentation diplomatique avait appelé à l'arrêt de l'usage de la force, au respect de la liberté de la presse, et au retour au dialogue politique afin de restaurer la paix⁸⁰.

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et ses organisations membres au Tchad ont exhorté la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) à interpellier les autorités Tchadiennes de transition sur leurs obligations en matière de respect du droit de manifestation pacifique⁸¹, issues de la Résolution 281 de la CADHP.⁸² Malheureusement ces appels incessants n'ont pas été entendus réellement car en février 2024, le principal opposant au gouvernement de Transition, Yaya Dillo fut assassiné par l'armée dans l'assaut du siège de son parti politique en plein capital Ndjamena.⁸³

Le Département d'État des États-Unis a rapidement condamné la violence en notant que les États-Unis regrettent les résultats du dialogue national Tchadien et leurs conséquences pour une transition inclusive, pacifique et opportune vers un gouvernement démocratique et dirigé par des civils⁸⁴.

Alors que les violations des droits humains perdurent, la France et l'Union Européenne continuent de soutenir le régime de transition militaire au Tchad en maintenant la coopération militaire et policière avec le pays. La France et ses partenaires occidentaux devraient suspendre

⁷⁷<https://news.un.org/fr/story/2022/11/1129497>

⁷⁸<https://www.aciafrique.org/news/6657/un-archeveque-catholique-au-tchad-indigne-par-la-violente-repression-des-manifestants-et-appelle-au-dialogue>

⁷⁹Dans une lettre adressée au président du Conseil de transition du Tchad, Mahamat Idriss Déby, Mgr Goéthé Edmond Djitangar déclare avoir été choqué par les nouvelles et les images insoutenables qu'il a reçu du Tchad, dans sa lettre publiée mercredi 2 novembre. L'homme de Dieu s'est interrogé : "Pourquoi un tel acharnement sur une manifestation pacifique et une telle violence meurtrière sur des civils non armés ? Il ajoute que chaque religion tient en haute estime la valeur de la vie humaine et sa préservation. Elle considère toute atteinte à la vie comme criminelle. Il termine en disant que : nous avons le devoir de défendre et de promouvoir le respect de la vie, la dignité de la personne humaine et la justice sociale, quel que soit le régime politique."

⁸⁰https://www.alwihdainfo.com/Tchad-le-Canada-denonce-une-repression-violente-des-manifestations-et-appelle-a-arreter-l-usage-de-la-force_a118317.html

⁸¹Il est important de rappeler que le Tchad a ratifié la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains.

⁸²<https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/tchad/tchad-une-enquete-independante-sur-les-violences-et-la-mort-de->

⁸³<https://information.tv5monde.com/afrique/video/tchad-lopposant-yaha-dillo-tue-lors-dun-assaut-de-larmee-2712169>

⁸⁴ <https://www.state.gov/translations/french/a-propos-de-la-facilitation-dune-transition-pacifique-au-tchad>

toute coopération avec les forces de défense et de sécurité impliquées dans ces violences. La communauté internationale ne devrait pas se contenter de déplorer ces violences et d'appeler à les faire cesser. Le régime devrait être isolé et des sanctions ciblées devraient être mises en place tout en veillant à ce que la population tchadienne ne soit pas la première impactée. Bref, L'ensemble des acteurs internationaux⁸⁵ devraient condamner le recours à la force contre les manifestations pacifiques et exiger des enquêtes indépendantes sur ces violations massives des droits humains.

Contrairement à ses multiples sorties accusatrices contre les militaires au pouvoir au Mali, la France va garder le silence face aux multiples violations des droits humains commises par la junte militaire au Tchad, malgré les moyens de pressions médiatiques⁸⁶, politiques, économiques et militaires qu'elle dispose sur le Tchad et dans la sous-région La France face aux violations des droits de l'homme et au prolongement de la durée de la transition du régime militaire au Tchadien a gardé le silence tout en soutenant ce régime dans sa dérive.

En outre, les grandes puissances alliées de la France, les organisations régionales⁸⁷ et sous régionale africaines financés majoritairement par l'Union Européenne et la France et notamment contrôlées par elles n'ont pas pu réellement condamner et sanctionner le Tchad comme cela a été fait au Mali.⁸⁸

B. Les enjeux de l'approbation du régime anticonstitutionnel au Tchad

Ancienne puissance coloniale du Tchad, la France possède des intérêts politiques, économiques, historiques, stratégiques et bien d'autres. La France approuve le changement anticonstitutionnel au Tchad au nom des enjeux économiques (1) et géostratégiques qu'elle a dans le sahel (2).

1. Les enjeux économiques

Le Tchad dispose essentiellement de gisements d'or, de fer, de bauxite, de sel et de natron sans oublier le cuivre, l'étain, le tungstène, le graffite, et même le diamant. Si tous ces minerais sont susceptibles de contribuer à l'économie du pays, nombre d'exploitations tchadiennes actuelles sont encore artisanales. C'est pourquoi, le Tchad a lancé un inventaire des ressources minières sur lequel il fonde beaucoup d'espoir. Actualisé en 2017, son nouveau code

⁸⁵ États européens, États-Unis, ONU, Union Africaine...

⁸⁶ Les nombreux médias à disposition tels que France 24, Radio France Internationale (RFI)...

⁸⁷ Il faudrait rappeler que l'Union Africaine est financée majoritairement par l'Union Européenne.

⁸⁸ <https://www.cadtm.org/Tchad-quand-la-France-avalise-le-coup-d-Etat>

minier entend aussi offrir aux nouveaux investisseurs, nationaux ou internationaux, un cadre législatif attractif mais qui saura préserver les intérêts de chacun. Dans cette logique de dynamisation du secteur, le Tchad a ainsi octroyé trois permis miniers au nord du pays, une douzaine à l'est et plus d'une dizaine au sud-ouest, à des compagnies russes, franco-suisse, chinoises ou sud-africaines⁸⁹.

Secteurs historiquement séculaires de l'économie du Tchad, l'agriculture et l'élevage tendent à se moderniser. Représentant 50% du PIB, le secteur primaire emploie ainsi la grande majorité de la population et reste le modèle de développement tchadien. Avec 39 millions d'hectares de terres cultivables et des ressources abondantes en eau, le Tchad se concentre sur la culture du coton, du sorgho, du millet, de l'arachide, du sésame, du maïs, du riz, des oignons, du manioc et du sucre. Il est aussi le second producteur mondial de gomme arabique, expédient nécessaire à la fabrication des sodas, et qui constitue donc son 3ème poste d'exportation. Pays d'élevage par excellence, le Tchad compte enfin près de 114 millions de têtes de bétails. Cette activité se positionne comme sa deuxième source de revenus, après le pétrole, et contribue à 30% de son PIB pour faire vivre environ 40% de sa population. Fondés sur des pratiques artisanales, l'agriculture et l'élevage font partie des filières stratégiques à moderniser pour les institutions.⁹⁰

C'est le pétrole qui constitue l'enjeu économique principal de l'heure. Avec la mise en exploitation du pétrole au Tchad⁹¹ et les demandes de plus en plus fortes à l'échelle mondiale sur le plan énergétique la France ne veut pas perdre le contrôle du Tchad.⁹² Pour ce pays, placé au cœur du continent africain, l'enjeu économique prend une importance particulière plus que jamais avec l'exploitation du pétrole.

Le Tchad possède près de 1,5 milliards de barils de réserves de pétrole brut. Ce pétrole brut Tchadien est évacué à travers le pipeline Tchad -Cameroun, long de 1081 km et qui dispose d'installations flottantes de production et de stockage au Port Autonome de Kribi (PAK).⁹³

Après la création, en 2011, de la raffinerie de Djermaya⁹⁴, le Tchad a entamé en 2018 les travaux de construction d'un dépôt de pétrole situé à une trentaine de kilomètres de la capitale N'Djamena⁹⁵. Les travaux ont été échelonnés sur une période de 18 mois, pour un coût global

⁸⁹ <https://afrique.pwc.com/fr/qui-sommes-nous/pages-des-pays/tchad.html>

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Dans les villes de Doba et de Moundou.

⁹² <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2007-1-page-134.htm>

⁹³ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-une-premiere-expedition-de-tchad-petroleum-company-rapporte-80-millions-de-dollars/2953616>

⁹⁴ En partenariat avec la Chine, et ce pour un coût de 1 milliard USD

⁹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Industrie_p%C3%A9troli%C3%A8re_au_Tchad

de près de 13 milliards de FCFA, soit environ 20 millions d'euros. Etabli sur une superficie globale de 40 hectares, ce dépôt aura une capacité de départ de 36 millions de litres dont 20 millions dédiés au gasoil, 10 millions à l'essence et 6 millions au Jet A1.⁹⁶

Le champ pétrolifère de Doba⁹⁷ compte sept gisements de pétrole dont la production journalière est de 28 000 barils.⁹⁸ L'augmentation du volume de production de ces gisements de 238,1%, a permis au trésor public Tchadien de bénéficier en 2022, d'une hausse des recettes malgré la chute du franc CFA face au dollar, au cours de la même année.

La présence économique française au Tchad est stable depuis plusieurs années et la France œuvre pour cette continuité. On dénombre une vingtaine d'entreprises françaises dans les secteurs de l'agroalimentaire, du BTP, du commerce, de la distribution de produits pétroliers, ou encore de la logistique et des équipements, auxquelles viennent s'ajouter quelques entreprises locales appartenant à des nationaux français, essentiellement dans la restauration et les services. Sont notamment implantés : la Compagnie Sucrière du Tchad (groupe Somdiaa), les Brasseries Du Tchad (groupe Castel), Total Energies, Tractafric dans les équipements, Nexira dans l'exportation de gomme arabique, ou encore Air France et jusqu'en janvier 2024 la Société générale⁹⁹ qui vendu sa filiale Tchadienne (SGT) au Groupe bancaire panafricain Coris. En 2022, le groupe franco-britannique Perenco est arrivé dans la production pétrolière avec la reprise des actifs de Glencore.¹⁰⁰

En 2022, les exportations françaises vers le Tchad repartent à la hausse, marquant une progression de +12,9% pour atteindre 78,8 Millions d'euros.¹⁰¹ Dans le détail, la reprise des exportations françaises est principalement portée par la reprise des ventes d'équipements mécaniques et de matériels électroniques (+48% à 28,5 Millions d'euros) qui représentent son plus grand poste d'exportations vers le pays (plus de 1/3 du total) des produits chimiques, parfums et cosmétiques représentant son deuxième poste d'exportation, se chiffrant à 10,8 Millions d'euros. Les performances se retrouvent également au niveau des matériels de transport¹⁰² et des produits pharmaceutiques (+7,4 % à 6,5 Millions d'euros)¹⁰³.

⁹⁶ <https://www.voaafrique.com/a/un-premier-depot-petrolier-pour-stabiliser-les-prix-au-tchad/4332366.html>

⁹⁷ Province du Logone - Oriental/sud tchadien.

⁹⁸ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-une-premi%C3%A8re-exp%C3%A9dition-de-tchad-petroleum-company-rapporte-80-millions-de-dollars/2953616>

⁹⁹ Société Générale est une des principales banques françaises et une des plus anciennes. Elle fait partie des trois piliers de l'industrie bancaire française non mutualiste avec le Crédit Lyonnais et BNP Paribas

¹⁰⁰ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/relations-bilaterales#> :

¹⁰¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/relations-bilaterales#> :

¹⁰² Plus de 81,9 % d'augmentation se chiffrant à 5 Millions d'euros.

¹⁰³ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/relations-bilaterales#>

Les importations françaises en provenance du Tchad, quasi-intégralement constituées d'hydrocarbures, et très volatiles, ont plus que doublée en 2022 comparativement à 2021 et se sont établies à 397,5 Millions d'euros.¹⁰⁴ Les niveaux atteints ces 3 dernières années étant déjà historiquement haut¹⁰⁵, le montant des importations en 2022 a atteint un niveau record. Les hydrocarbures, représentent 95,8 % du montant de nos importations. Le deuxième poste d'importations, les produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture, a lui aussi connu une forte hausse avec un montant ayant doublé entre 2021 et 2022 (respectivement 5,5 Millions d'euros et 16,4 Millions d'euros)¹⁰⁶.

2. Les enjeux géostratégiques

Le Tchad est un pays d'Afrique centrale, sans accès à la mer, frontalier de la Libye au nord, du Soudan à l'est, de la République Centrafricaine au sud, du Cameroun au sud-sud-ouest, du Nigeria à l'ouest-sud-ouest et du Niger à l'ouest.¹⁰⁷ Géographiquement et culturellement, le Tchad constitue un point de passage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. D'une superficie de 1 284 000 km², c'est le cinquième pays le plus vaste d'Afrique (après l'Algérie, la république démocratique du Congo, le Soudan et la Libye) et le vingt-et-unième pays le plus grand du monde.¹⁰⁸ Avec environ 17,6 millions d'habitants, il est le vingt-quatrième pays le plus peuplé d'Afrique et le soixante-neuvième pays le plus peuplé du monde. Le Tchad se divise en trois grands ensembles géographiques : du nord au sud, on trouve successivement une région désertique, un espace semi-aride, puis la savane soudanaise. Le lac Tchad, qui donne son nom au pays, est son principal plan d'eau.¹⁰⁹

Pays situé au cœur du continent africain, les militaires français sont présents au Tchad depuis l'indépendance (1960). Les rapports franco-africains se caractérisent par un réseau de relations privilégiées et clientélistes. En profitant des faiblesses des États africains non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan de défense, la France reste très attachée au maintien de ces liens pour ses intérêts et son image de grande puissance. Pour le maintien d'une zone d'influence privilégiée en Afrique, l'action militaire de la France soit par l'Assistance militaire technique (AMT), soit par la présence des forces permanentes, soit par l'intervention de la force d'action rapide (FAR) est déterminante que pour ses intérêts. Elle assure les garanties

¹⁰⁴ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/relations-bilaterales#> :

¹⁰⁵ Respectivement 73 M EUR, 287M EUR, et 169 M EUR en 2019, 2020 et 2021.

¹⁰⁶ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/relations-bilaterales#> :

¹⁰⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tchad>

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tchad>

directes de sécurité aux régimes africains alliés de la France, face aux risques et tentatives de déstabilisation ou aux menaces extérieures.¹¹⁰

En apportant son soutien¹¹¹ à la famille de Deby, la France espère maintenir ses multiples bases militaires stratégiques, contestées aujourd'hui, en Afrique. Rappelons que ses bases militaires sont des puissants outils de contrôles de nos Etats africains. Les bases militaires françaises au Tchad servent également d'entraînement aux troupes, françaises, à l'entretien de son matériel de guerre et surtout à la rotation de ses avions et hélicoptères de chasses sans le moindre cout.

Au Tchad, la France laisse croire que le clan Deby serait le seul à pouvoir garantir la stabilité et l'unité nationale du pays. Mais nous savons tous que la France est animée par cette volonté de toujours contrôler ce Tchad qui occupe une position stratégique en Afrique.

Chassées du Mali, puis Niger, le Tchad occupe aujourd'hui une place importante pour les bases militaires française dans le sahel. Le commandement de L'opération Barkhane dans le Sahel et est basée au Tchad et ce dernier est un pays important du G 5 Sahel qui est une organisation contrôlée par la France. Le Tchad a été toujours perçu historiquement par la France comme un territoire militaire, une sorte de verrou qu'il faut absolument contrôler, quel que soit le prix des déchirements internes. Cette conception se traduit par un engagement quasi constant de l'armée française au Tchad où elle a même administré jusqu'en 1964 (soit quatre ans après l'indépendance) la région du Borkou-Ennedi-Tibesti¹¹².

Le Tchad est devenu au fils du temps une des pièces maitresses de l'armée française. Rappelons que le Tchad compte plusieurs bases militaires françaises, le poste de commandement de l'opération barkhane est basée à Ndjamena et les soldats tchadiens ont accompagné les français au Mali.

Le Tchad joue un rôle charnière dans la dimension tant Nord-Sud qu'Est-Ouest. Traversé par la bande sahélienne où la culture arabo-musulmane est présente, le Tchad est une terre de transition marquée par l'islam où se mêlent des influences culturelles occidentales et orientales.¹¹³ En 1983 le Tchad avait été utilisé par la France et les USA pour accueillir les forces militaires Américaine et française pour contenir la Libye dirigée par le nationaliste Kadhafi.

¹¹⁰ <https://www.theses.fr/1990TOU10004>

¹¹¹ Lors des récents mouvements de la rébellion dans le pays, l'armée française a apporté son soutien technique au pouvoir tchadien (transmission de renseignement, transport de logistiques, etc)

¹¹² <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2007-1-page-134.htm/pro>

¹¹³ <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2007-1-page-134.htm>

La France dans son désir de reprendre le contrôle sur la République Centrafricaine qui l'échappe de plus en plus n'aimerait sous aucun prétexte perdre le Tchad, ce pays voisin qui pourrait être une base arrière pour son repositionnement, y compris au Niger et les autres pays du sahel sans oublier le Soudan et la Libye.

Habitué des sales coups, rappelons que la France entre 1967 et 1970 va contribuer énormément à la déstabilisation du Nigeria en déversant sur le champ de bataille des milliers de tonnes d'armes, qui auront pour effet de faire durer la guerre, en retardant la défaite biafraise sans jamais être en mesure de changer le cours du conflit¹¹⁴.

Face à la progression de la Russie en Afrique notamment aux frontières du Tchad (RCA, Soudan, Libye, Niger, Mali), la France et les États-Unis craignent que le Tchad tombe entre les mains des Russes. Le déclin de l'influence française sur le continent, avec notamment le rejet spectaculaire sa présence militaire au Mali, au Burkina Faso et au Niger inquiète vraiment la France et ses alliés. Aujourd'hui, en raison de la nouvelle donne internationale, le Tchad est perçu comme un rempart contre l'avancée ou la progression de la Russie en Afrique subsaharienne.¹¹⁵

Après une période de violence et de contestation au Tchad, un référendum constitutionnel est organisé le 17 décembre 2023 sur une nouvelle Constitution.¹¹⁶ Après une année d'exil, le principal opposant, Succès Masra conclut un accord de réconciliation et rentre à N'Djaména à la suite de "*l'Accord de Kinshasa*" du 3 novembre 2023. Le 1^{er} janvier 2024, il est nommé au poste de Premier Ministre par le président de transition Mahamat Kaka deby¹¹⁷. L'Agence Nationale de Gestion des Elections (ANGE) a organisé le premier tour du scrutin présidentiel le 6 mai 2024 et les deux hommes¹¹⁸ forts du Tchad ont été candidats. Selon les résultats provisoires prononcés par l'ANGE, Mahamat Kaka Deby est élu au premier tour mais ces résultats restent très contestés.

Il ressort de cette partie que l'approbation française du changement anticonstitutionnel au Tchad s'est illustrée par ses manifestations d'une part et ses enjeux d'autre part.

¹¹⁴J. GUISEL, *derrière la guerre du Biafra*, la France, dans *histoire secrète de la 5^{ème} république* (2007), pages 147 à 155.

¹¹⁵ Dans le Sahel notamment au Mali, au Burkina- Fasso et au Niger.

¹¹⁶ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/chad/overview#>

¹¹⁷ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/chad/overview#>

¹¹⁸ A savoir Mahamat Kaka Deby, président de la transition et Succès Masra Premier Ministre et président du parti politique appelé les Transformateurs.

Conclusion

En somme, à la question de savoir comment la France agit -elle face aux changements anticonstitutionnels en Afrique francophone, il a été répondu qu'elle se comporte de manière ambiguë. Cette ambiguïté, fruit de son incohérence, a été démontrée par sa condamnation du changement anticonstitutionnel au Mali et son approbation du changement anticonstitutionnel au Tchad. Justifiant sa fermeté envers les militaires au pouvoir au Mali au nom de la démocratie, la France s'est fait rattraper rapidement par le jeu de ses intérêts égoïstes loin de sa soi-disant lutte pour la démocratie et les droits en approuvant le régime militaire anticonstitutionnel et violent du Tchad. La France en infligeant des sanctions économiques, diplomatiques, militaires et médiatique dans le but de caser la dynamique révolutionnaire des militaires Maliens s'est fait buter à une farouche résistance. Les autorités Maliennes ont non seulement rompu les accords de défense avec la France mais également les accords diplomatiques, économiques, médiatiques et bien d'autres et tout en renforçant son partenariat stratégique avec la fédération de Russie. Quant au régime militaire Tchadien qui a attiré les grâces de Paris s'est fait accompagner sur les plans politiques, diplomatiques, économiques, militaires et médiatiques par la France au nom des enjeux économiques et géostratégiques de cette dernière au Tchad. Cette politique de deux poids deux mesures de la France en Afrique est de plus en plus contestée. Il est temps pour la France d'ouvrir une réflexion profonde sur son mode d'influence et sur les relations diplomatiques qu'elle engage avec les pays africains qui sont de plus en plus éveillés et animés par une volonté émancipatrice face à leur ancienne métropole, c'est le principe de « partenariat choisi » qui est revendiqué aujourd'hui en Afrique. Il y a donc un affaiblissement de l'attractivité de la France et un déclin de l'influence de cette dernière sur le continent africain à cause de son double jeu. La France ne serait -elle pas en train de perdre l'Afrique du fait de sa propre turpitude et de son incohérence ?

